



CTB RD CONGO

**AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT**

RAPPORT ANNUEL 2011

PROJET UCAG EPSP

**UNITE CONJOINTE D'APPUI A LA
GESTION AU SEIN DE L'EPSP
RDC 10 155 11**

Février 2012

Table des matières

ABRÉVIATIONS	4
1 FICHE PROJET	5
2 RÉSUMÉ	6
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.2 POINTS SAILLANTS	6
2.3 RISQUES CLÉS	7
2.4 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS CLÉS	8
3 ANALYSE DE L'INTERVENTION	9
3.1 CONTEXTE	9
3.1.1 Evolution du contexte.....	9
3.1.2 Ancrage institutionnel.....	9
3.1.3 Modalités d'exécution	9
3.1.4 Dynamique « Harmo »	9
3.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE	9
3.2.1 Indicateurs.....	9
3.2.2 Analyse des progrès réalisés.....	10
3.2.3 Risques & hypothèses	10
3.2.4 Critères de qualité	10
3.2.5 Impact potentiel.....	11
3.2.6 Recommandations	11
Recommandations	11
3.3 RÉSULTAT 1	12
3.3.1 Indicateurs.....	12
3.3.2 Bilan des activités	13
3.3.3 Analyse des progrès réalisés	13
3.3.4 Risques et hypothèses.....	14
3.3.5 Critères de qualité	14
3.3.6 Exécution budgétaire	14
3.3.7 Recommandations	14
3.4 RÉSULTAT 2	15
3.4.1 Indicateurs.....	15
3.4.2 . Bilan des activités	16
3.4.3 Analyse des progrès réalisés.....	16
3.4.4 Risques et hypothèses.....	16
3.4.5 Critères de qualité	16
3.4.6 Exécution budgétaire	17
3.4.7 Recommandations	17
3.5 RÉSULTAT 3	18
3.5.1 Indicateurs.....	18

3.5.2 Bilan des activités	18
3.5.3 Analyse des progrès réalisés.....	18
3.5.4 Risques et hypothèses.....	18
3.5.5 Critères de qualité	19
3.5.6 Exécution budgétaire	19
3.5.7 Recommandations	19
3.6 RÉSULTAT 4	20
3.6.1 Indicateurs.....	20
3.6.2 Bilan des activités	20
3.6.3 Analyse des progrès réalisés.....	20
3.6.4 Risques et hypothèses.....	20
3.6.5 Critères de qualité	21
3.6.6 Exécution budgétaire	21
3.6.7 Recommandations	21
3.7.1 Indicateurs	22
3.7.2 Bilan des activités	22
3.7.3 Analyse des progrès réalisés.....	22
1. Lien entre les activités et le résultat	22
2. Points sensibles.....	22
3.7.4 Risques et hypothèses.....	22
3.7.5 Critères de qualité	23
3.7.6 Exécution budgétaire	23
3.7.7 Recommandations	23
3.8 RÉSULTAT 6.....	24
3.8.1 Indicateurs	24
3.8.2 Bilan des activités	25
3.8.3 Analyse des progrès réalisés.....	25
3.8.4 Risques et hypothèses.....	25
3.8.5 Critères de qualité	25
3.8.6 Exécution budgétaire	25
3.8.7 Recommandations	25
4 THÈMES TRANSVERSAUX.....	26
4.1 GENRE	26
4.2 ENVIRONNEMENT	26
5 DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL & SUIVI.....	27
6 LEÇONS APPRISSES.....	28
7 ANNEXES.....	29
7.1 CADRE LOGIQUE.....	29
7.2 ACTIVITÉS M&E.....	34
7.3 RAPPORT “BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M)”	34
7.4 BÉNÉFICIAIRES	34
7.5 PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE Q1-2012	35

Abréviations

CS	Convention Spécifique
CTB	Coopération Technique Belge
DSCRCP	Document de Stratégies et de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
M&E	Monitoring and Evaluation
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PTF	Partenaire Technique et Financier
R1, R2	Résultat 1, Résultat 2
RDC	République Démocratique du Congo
SESAM	Services pour l'Education, les Savoirs et l'Appui à la Maîtrise et à l'usage du français
SMCL	Structure mixte de concertation locale
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion

1 Fiche projet

N° d'intervention DGCD	NN 3010550
Code Navision CTB	RDC 10 155 11
Institution partenaire	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
Durée de l'intervention	48 mois pour l'exécution (60 mois à partir de la signature de la CS)
Date de l'intervention	Septembre 2011
Contribution du pays partenaire	350.000 euros
Contribution belge	5.000.000 euros
Secteur (codes CAD)	Gouvernance et société civile- Administration Publique- 15040
Objectif global	Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.
Objectif spécifique	Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.
Résultats	<p>R1 L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle</p> <p>R2 Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées</p> <p>R3 Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R4 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R5 Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R6 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés.</p>

2 Résumé

2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficience	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique	B	B	B
Résultat 1	B	B	B
Résultat 2	A	B	B
Résultat 3			
Résultat 4			
Résultat 5			
Résultat 6			

Budget	2011	2012	Dépenses totales année 2011	Solde budget	Taux d'exécution
5 000 000	140 713.28	-	140 713.28	4 859 286.72	2.8

REM : Le taux d'exécution de la planification 2011 est 61%
Le taux global d'exécution du budget est de 2.8 %

2.2 Points saillants

Ce premier rapport de l'UCAG couvre la période comprise entre juillet et décembre 2011 où une équipe restreinte conduite par un Assistant Technique intérimaire a été désignée. Elle s'est principalement occupée de préparer la mise en place de l'UCAG au sein du Secrétariat Général à l'EPSP.

C'est ainsi qu'au cours de cette période la CTB siège a lancé des appels d'offre pour le recrutement de 3 assistants techniques internationaux. Au terme de ce processus 9 candidats retenus ont été proposés au Gouvernement congolais pour agrément. Parmi eux, trois ont été retenus. De ceux-ci, deux sont entrés en fonction au cours du dernier trimestre de l'année 2011. L'agrément sollicité par la Représentation de la CTB/RDC pour son staff congolais comprenant 4 cadres a été accordé par le ministère. A l'exception du financial officer qui a démissionné un mois après son affectation, les autres cadres sont déjà en place.

Quant au Ministère de l'EPSP, il a mis à disposition des locaux qui abritent le projet et désigné un coresponsable national qui a été agréé par la CTB. Les 5 fonctionnaires jusque-là sélectionnés au terme d'un processus conjoint occupent les postes de : Secrétaire (1), planification et suivi (2) et communication et relations institutionnelles (2). Le processus se poursuit pour les autres postes.

S'agissant des achats, 4 véhicules ont été commandés et la livraison interviendra au premier trimestre de 2012. Certaines matériels informatiques (25 ordinateurs) ont été commandés et livrés. Il reste à le compléter en Q1-2012. Aussi l'achat des nouveaux mobiliers de bureau, ainsi que la réhabilitation des locaux sont prévus pour Q1 et Q2 2012. En effet l'UCAG a repris temporairement les installations et les équipements du projet Appui à l'EPSP ce qui a facilité sa mise en place.

Le briefing des coresponsables a été organisé à Bruxelles et celui des responsables des Cellules est envisagé en Q1 et Q2-2012 à Kinshasa.

Il sied de signaler que l'UCAG a été fortement impliqué dans la préparation de la convention liant la Coopération Française/Sesam et la CTB concernant l'Appui du Sernafor à la formation de 600 inspecteurs et de 16000 professeurs de français à travers tout le pays. La gestion de ce projet a été

confiée à l'UCAG après accord de la Structure de Supervision.

Il se dégage de ce qui précède que le résultat 1 du projet est atteint à environ 61% et que l'appui aux projets du secteur financés par d'autres bailleurs de fond et lié au 2è résultat est d'ores et déjà en chantier.

2.3 Risques clés

A ce niveau d'exécution du projet, l'appréciation sommaire des risques/ hypothèses formulés dans le DTF sont d'une façon générale faible. En ce qui concerne l'UCAG, les quelques risques mineurs relevés sont les suivants :

Risque (décrire)	Probabilité (Score)	Incidences potentielles		Niveau de risque (score)
		Décrire	Score	
Démission des agents formés par la CTB	Moyen	Le départ inattendu du personnel (cas du Financial officer) risque de ralentir l'élan de l'exécution des activités du projet par un surcroit de travail en charge du personnel restant.	Moyen	B
Participation plus active des parties prenantes	Moyenne	L'occupation des inspecteurs à d'autres tâches administratives pourrait ralentir la sérénité dans l'exécution de certaines activités du projet SESAM.	Moyen	B
Bonne circulation de l'information	Moyenne	Référence des personnes impliquées à d'autres contextes de gestion autre que l'UCAG risque de créer des confusions.	Moyen	B

2.4 Leçons apprises et recommandations clés

Recommandation	Source	Acteur	Deadline
Disposer du manuel de procédures pour Finances et Administration	3.3.4	FinAdmin	Q1
Développer dès réception de la lettre de démission des procédures internes plus souples de remplacement avant que l'agent n'ait quitté son poste.	3.3.4	FinAdmin + Représentation	continu
Meilleure implication des Inspecteurs dans les activités du projet SESAM.	3.4.4	Coreponsable national, IGE et les IPP	Q1
Formation des projets en Marché Public, surtout en ce qui concerne l'élaboration des spécifications	3.4.4	Cellule MP	Q1,2

En ce qui concerne les leçons apprises, on peut noter que l'implication des fonctionnaires du ministère à temps plein dans la gestion du projet semble contribuer à l'appropriation de l'intervention par le partenaire.

3 Analyse de l'intervention

3.1 Contexte

3.1.1 Evolution du contexte

Jusqu'ici le contexte de l'intervention reste le même et n'a connu aucune influence susceptible de modifier sa logique à part le fait que la période électorale a un peu retardé l'entrée en fonction de l'assistant technique en charge des marchés publics.

3.1.2 Ancrage institutionnel

Score: Très approprié,

En ce début du projet, l'ancrage institutionnel reste toujours très approprié et pertinent. En effet, le Secrétariat Général de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel qui coordonne administrativement toutes les activités du ministère et qui joue le rôle de charnière entre le politique et l'administration ainsi que les autres institutions (ministères provinciaux, divisions provinciales..) impliquées dans l'intervention n'ont connu aucune évolution depuis la formulation du projet.

3.1.3 Modalités d'exécution

Score: Approprié

Tenant compte jusque-là de quelques activités réalisées notamment le recrutement des agents, la commande des véhicules et des matériels informatiques, les préparatifs des activités de formation des inspecteurs et des professeurs de français financées par l'Ambassade de France et exécutées par l'UCAG, les modalités d'exécution semblent être en bonne voie et appropriées.

3.1.4 Dynamique « Harmo »

Le Projet a commencé à développer des rencontres de concertation avec les partenaires bénéficiaires de l'intervention ainsi que les autres bailleurs de fonds. C'est dans cette dynamique qu'il convient de situer l'appui sollicité par l'Ambassade de France/SESAM à l'UCAG. Quant à l'alignement, il y a lieu de signaler : (1). l'articulation de l'intervention avec la stratégie sectorielle de l'EPSP (axes 2 et 3), (2) le recours au barème de Mbudi en ce qui concerne les primes allouées aux fonctionnaires mis à disposition du projet. A ce stade, l'appropriation de ce projet est déjà chose faite au niveau du Secrétaire Général qui s'active à rendre effectif l'intervention en prenant des dispositions pratiques utiles pour son bon fonctionnement.

3.2 Objectif spécifique

3.2.1 Indicateurs

Objectif spécifique : Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.						Progrès :
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur cible année N	Valeur cible	Commentaires
Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et						L'étude Baseline sera menée en Q1 au même moment que l'analyse

centrales dans la gestion des interventions.						organisationnelle des structures ciblées.
Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget.						

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

1. Lien entre les résultats et l'objectif spécifique

La mise en place de l'UCAG et son démarrage effectif sont un gage réel de l'atteinte de l'objectif spécifique parce qu'elle s'attèle de manière participative à stimuler l'appropriation par les partenaires des pratiques professionnelles nécessaires à la bonne gestion et coordination des interventions dans le secteur de l'EPSP.

2. Points sensibles

La volonté manifestée par les deux parties en ce qui concerne l'affectation et l'agrément réciproque des dossiers du personnel ainsi que la dotation à temps opportun d'un cadre de travail et des ressources financières nécessaires sont des éléments qui ont permis à l'UCAG de se mettre en place.

Nécessité de développer une franche collaboration entre les différentes parties prenantes (Sesam, Sernafor et Ucag) et de redynamiser l'implication des inspecteurs dans toutes les étapes du processus de gestion du projet SESAM.

3. Résultats non prévus

Prompt intérêt manifesté à l'égard de l'UCAG par d'autres bailleurs en l'occurrence la Coopération Française

3.2.3 Risques & hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (Score)	Incidences potentielles		Niveau de risque (score)
		Décrire	Score	

3.2.4 Critères de qualité

Ces critères ne sont pas évalués à ce niveau parce le projet UCAG vient à peine de démarrer. C'est ainsi que l'appréciation du score est notée X.

Critères	Score	Commentaires
Efficiences		
Efficacité		
Durabilité		
Pertinence		

3.2.5 Impact potentiel

L'objectif spécifique du projet UCAG contribuera à la matérialisation des stratégies nationales (DSCR) en corrélation avec la stratégie sectorielle de l'EPSP notamment en ce qui concerne la bonne gouvernance et la reconstruction du système éducatif de la RDC. La disponibilité des cadres compétents et des moyens appropriés soutiendront la coordination des interventions dans le secteur et serviront de socle non seulement pour les futures interventions mais aussi pour la synergie des actions à mener et pour la formulation des stratégies cohérentes de développement. Cet objectif pertinent est accessible à travers : (1) l'appropriation des acquis du projet par les principaux responsables hiérarchiques ciblés et la décentralisation effective du pouvoir, (2) la poursuite sans relâche de la volonté politique actuellement observée dans la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de l'EPSP ainsi que (3) un dialogue permanent entre les autorités ministérielles et les PTF. Ces éléments essentiels pourront produire des effets durables requis concernant la gestion qui serait avérée et le développement des programmes sectoriels crédibles.

3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline

3.3 Résultat 1

3.3.1 Indicateurs

Résultat : L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle						Progrès :
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur cible année N	Valeur cible	Commentaires
Nombre de postes comblés			16/25 soit 64%			Le processus de mise en place du personnel se poursuit progressivement .
Nombre d'employés féminins			3/16 soit 18.7%			Ce pourcentage pourrait encore s'améliorer parce que le processus est en cours
Nombre de marchés passés			2/5 soit 40%			Les procédures de passation des marchés relatifs aux réhabilitations, aux mobiliers et à l'internet sont en cours.
Nombre de manquements aux procédures relevés						Aucun cas n'est encore observé
Respect des échéances			60%			Selon la planification initiale toute la mise en place était supposée s'achever avant janvier 2012, mais le dossier marché public est en retard suite à l'affectation tardive du personnel.
Nombre d'employés ayant complété et réussi la formation initiale						Processus à suivre
Effectivité du transfert de compétence réciproque						Processus à suivre

Pourcentage du budget consacré aux thèmes transversaux			106 466.67/5000000 soit 2.1%			Voir budget prévisionnel
--	--	--	------------------------------	--	--	--------------------------

3.3.2 Bilan des activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
Assistance technique		ok			
Coresponsable congolais		ok			
Staff national contrat CTB		ok			
Staff national contrat EPSP		ok			
Réhabilitation des bureaux			ok		personnel commis à cette tâche sera mis en place en janvier 2012.
Véhicules			ok		Commandés et livraison attendue.
Equipement IT			ok		Matériels informatiques commandés et livrés, le marché des matériels de reprographie et des mobiliers aura lieu au 1 ^{er} trimestre 2012
Formations initiales et continues			ok		Quelques formations ont eu lieu et celles reprises dans le plan de formation débiteront en Q2 /2012.

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

1. Lien entre les activités et le résultat

L'effectivité de la mise en place de l'UCAG est justifiée à travers l'existence et l'utilisation par le personnel y affecté des bureaux qui abritent le projet. L'exécution effective des tâches confiées à ce personnel concrétise déjà l'intervention sur terrain.

2. Points sensibles

La volonté manifestée par les deux parties en ce qui concerne l'affectation et l'agrément réciproque des dossiers du personnel ainsi que la dotation à temps opportun d'un cadre de travail et des ressources financières nécessaires sont des éléments qui ont permis à l'UCAG de se mettre en place.

3. Résultats non prévus

Rien à signaler

3.3.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (Score)	Incidences potentielles		Niveau de risque (score)
		Décrire	Score	
Démission des agents formés par la CTB	Moyen	Le départ inattendu du personnel (cas du Financial officer) risque de ralentir l'élan de l'exécution des activités du projet par un surcroît de travail en charge du personnel restant.	Moyen	B

3.3.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Le retard observé dans la réhabilitation des locaux n'a pas influé sur l'atteinte du résultat.
Efficience	B	Les inputs et les activités ont été en grande partie mis en œuvre dans les délais impartis et cela à des coûts acceptables.
Durabilité	B	Elle pourrait être bonne dans le cas où les budgets affectés au secteur permettraient d'exécuter les stratégies sectorielles subséquentes et l'appropriation observée au niveau du Secrétariat Général pourrait avoir des effets d'entraînement auprès d'autres structures ciblées.
Pertinence	B	Ce résultat reste pertinent dans le processus d'encadrement et d'introduction des changements dans ce secteur.

3.3.6 Exécution budgétaire

3.3.7 Recommandations

Recommandation	Source	Acteur	Deadline
Développer dès réception de la lettre de démission des procédures internes plus souples de remplacement avant que l'agent n'ait quitté son poste.	3.3.4	Cellule Administrative-finance et la Représentation de la CTB	continu

3.4 Résultat 2

3.4.1 Indicateurs

Résultat : Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées						Progrès :
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur cible année N	Valeur cible	Commentaires
Taux de décaissement du budget prévu.						
Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain.						
Taux de réussite aux tests à la fin des formations						
N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).						
Effectivité du transfert de compétence						
Utilisation des formations dans le travail quotidien						
% du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant)						

3.4.2 Bilan des activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
Participation active à la préparation de la Convention d'Appui au projet de formation des inspecteurs et professeurs de français financé par l'Ambassade de France/ SESAM.		x			Mise en œuvre prévue en 2012

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

1. Lien entre les activités et le résultat

L'appui apporté au projet SESAM de la Coopération française contribuera au renforcement de compétences dudit projet en ce qui concerne la gestion des activités de formation sur terrain. Il concourt pleinement à l'atteinte du résultat 2 de l'UCAG.

2. Points sensibles

Nécessité de développer une franche collaboration entre les différentes parties prenantes et de redynamiser l'implication des inspecteurs dans toutes les étapes du processus de gestion du projet SESAM.

3. Résultats non prévus

Prompt intérêt manifesté à l'égard de l'UCAG par d'autres bailleurs en l'occurrence la Coopération Française.

3.4.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (Score)	Incidences potentielles		Niveau de risque (score)
		Décrire	Score	
Participation plus active des parties prenantes	Moyenne	L'occupation des inspecteurs à d'autres tâches administratives pourrait ralentir la sérénité dans l'exécution de certaines activités du projet.	Moyen	B
Bonne circulation de l'information	Moyenne	Référence des personnes impliquées à d'autres contextes de gestion autre que l'UCAG risque de créer des confusions.	Moyen	B

3.4.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficience	x	L'exécution des activités relatives à ce résultat n'ont pas encore démarré.
Efficacité	x	Idem
Durabilité	x	Idem
Pertinence	x	Idem

3.4.6 Exécution budgétaire

3.4.7 Recommandations

Recommandation	Source	Acteur	Deadline
Dégager les inspecteurs ciblés de certaines charges administratives afin de les rendre plus disponibles à l'exécution des activités du projet.	3.4.4	Coresponsable national, IGE et les IPP	Q1
Multiplier des rencontres de travail avec les inspecteurs afin de leur fournir des informations plus appropriées.	3.4.4	Coresponsables	Pendant toute la durée de la convention de partenariat

3.5 Résultat 3

3.5.1 Indicateurs

Résultat : Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement						Progrès :
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur cible année N	Valeur cible	Commentaires
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)						
Taux de réussite aux tests à la fin des formations						
Utilisation des formations dans le travail quotidien						
Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien						
% du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).						

3.5.2 Bilan des activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	A	B	C	D	

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

1. Lien entre les activités et le résultat
2. Points sensibles
3. Résultats non prévus

3.5.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (Score)	Incidences potentielles		Niveau de risque (score)
		Décrire	Score	

3.5.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficiences		
Efficacité		
Durabilité		
Pertinence		

3.5.6 Exécution budgétaire

3.5.7 Recommandations

Recommandation	Source	Acteur	Deadline

3.6 Résultat 4

3.6.1 Indicateurs

Résultat: Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement						Progrès :
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur cible année N	Valeur cible	Commentaires
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)						
Taux de réussite aux tests à la fin des formations						
Utilisation des formations dans le travail quotidien						
Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien						
% du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).						

3.6.2 Bilan des activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

1. Lien entre les activités et le résultat
2. Points sensibles
3. Résultats non prévus

3.6.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (Score)	Incidences potentielles		Niveau de risque (score)
		Décrire	Score	

3.6.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficienc		
Efficacité		
Durabilité		
Pertinence		

3.6.6 Exécution budgétaire

3.6.7 Recommandations

Recommandation	Source	Acteur	Deadline

3.7 Résultat 5

3.7.1 Indicateurs

Résultat : Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement						Progrès :
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur cible année N	Valeur cible	Commentaires
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes).				2 5		
Taux de réussite aux tests à la fin des formations						
Utilisation des formations dans le travail quotidien						
Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien						
% du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant)						

3.7.2 Bilan des activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	A	B	C	D	

3.7.3 Analyse des progrès réalisés

1. Lien entre les activités et le résultat
2. Points sensibles
3. Résultats non prévus

3.7.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (Score)	Incidences potentielles		Niveau de risque (score)
		Décrire	Score	

3.7.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficienc		
Efficacité		
Durabilité		
Pertinence		

3.7.6 Exécution budgétaire

3.7.7 Recommandations

Recommandation	Source	Acteur	Deadline

3.8 Résultat 6

3.8.1 Indicateurs

Résultat : Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés						Progrès :
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur cible année N	Valeur cible	Commentaires
Répartition des productions faites par ministère desservi.						
Qualité des productions faites						
% des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaleurs						
Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi						
N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus.						
Niveau d'audience des émissions de radio						
Taux de réalisation du site WEB						
Utilisation du site WEB par les internautes						
% du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant						

3.8.2 Bilan des activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	A	B	C	D	

3.8.3 Analyse des progrès réalisés

1. Lien entre les activités et le résultat
2. Points sensibles
3. Résultats non prévus

3.8.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (Score)	Incidences potentielles		Niveau de risque (score)
		Décrire	Score	

3.8.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficiace		
Efficacité		
Durabilité		
Pertinence		

3.8.6 Exécution budgétaire

3.8.7 Recommandations

Recommandation	Source	Acteur	Deadline

4 Thèmes Transversaux

4.1 Genre

Prise de conscience de l'appui institutionnel à apporter à la dimension genre lors des interventions sur terrain. Dans sa mise en place, l'UCAG essaie progressivement de tenir compte du recrutement de la femme/fille aux différents postes ouverts en son sein. Il en sera de même en ce qui concerne l'implication des femmes dans l'exécution de différentes activités du projet.

4.2 Environnement

Le projet est déjà sensible au domaine de l'environnement en matière de consommation d'eau et de l'utilisation du papier en attendant que les autres aspects environnementaux ne soient exploités. S'agissant de la consommation des papiers, le projet privilégie l'internet et utilise du papier recyclé. Le projet procédera probablement à une évaluation chiffrée des aspects environnementaux lors de ses différentes prestations sur le terrain.

5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Rien à signaler en ce moment.

Décisions	Source	Acteur	Timing de décision	État

6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible

7 Annexes

7.1 Cadre Logique

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	Objectif Général <i>Les capacités du Ministère et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.</i>			

	<p>Objectif spécifique Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions 2. Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget. 	<p>Rapports trimestriels de l'UCAG et des projets sectoriels. PV des instances de coordination et concertation Rapports trimestriels et annuels de l'UCAG Evaluations externes</p>	<p>Chaque ministère émet un arrêté ministériel fixant l'ancrage institutionnel de l'UCAG respective.</p> <p>Les contributions attendues de chacune des parties sont apportées en temps utile.</p> <p>Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire n'entrave pas la réalisation des projets / programmes.</p> <p>Le projet attire et retient les ressources humaines requises.</p> <p>Les parties s'entendent sur l'affectation de personnel technique déjà formé aux procédures et outils de la CTB pour un démarrage rapide et sans rupture de qualité.</p> <p>Les ressources affectées à l'UCAG sont stables.</p> <p>Le ministère fait preuve de leadership dans le renforcement des institutions concernées et dans la gestion du programme sectoriel.</p> <p>La répartition du budget favorise à la fois le renforcement aux niveaux national, déconcentré et décentralisé.</p> <p>La coopération belgo-congolaise s'opère dans le respect des modalités prévues, en coresponsabilité et dans un climat de travail favorisant l'efficacité.</p>
--	---	--	---	---

AXE 0 : MISE EN PLACE DE L'UCAG

R1	L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de postes comblés (fonctionnaires, ATI et autres). 2. N. de marchés passés. 3. N. et % d'employés féminins dans l'UCAG 4. N. de manquements aux procédures relevés 5. N. d'employés ayant complété et réussi la formation initiale 6. Effectivité du transfert de compétence réciproque 7. Respect des échéances (documents et rapports) 8. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Bonne Gouvernance). 	<p>Effectifs de l'UCAG</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports FIT.</p> <p>Évaluations</p> <p>Évaluations de la performance de l'UCAG (audit organisationnel)</p> <p>Enquête de satisfaction auprès des utilisateurs des services de l'UCAG</p> <p>Date de dépôt des documents de planification, études et rapports prévus.</p>	<p>Des mesures favorisent la dotation rapide des postes au démarrage.</p> <p>Le personnel technique déjà formé est récupéré.</p> <p>Des locaux adéquats sont rendus disponibles et réhabilités.</p>
-----------	---	---	--	---

AXE 1 : APPUI À LA GESTION DES PROJETS

R2	Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Taux de décaissement du budget prévu. 2. Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain. 3. Taux de réussite aux tests à la fin des formations. 4. N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 5. Effectivité du transfert de compétence 6. Utilisation des formations dans le travail quotidien 7. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT</p> <p>Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports de mission.</p> <p>Évaluation / audit.</p>	<p>Stabilité des équipes projets.</p> <p>Formation aux thèmes transversaux offerte aux équipes des nouveaux projets dès le démarrage.</p> <p>Approche pyramidale des formations (formation de formateurs).</p>
-----------	--	--	--	--

AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET UN APPUI À LA COORDINATION DES INTERVENTIONS DU SECTEUR

R3	Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
R4	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
R5	Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>

R6	Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plateforme de communication sont améliorées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Répartition des productions faites par ministère desservi. 2. Qualité des productions faites 3. % des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaleurs) 4. Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi 5. N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus. 6. Niveau d'audience des émissions de radio. 7. Taux de réalisation du site WEB 8. Utilisation du site WEB par les internautes. 9. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels UCAG et Plateforme de Communications Plan de communication Études (audimat) et sondages. Évaluation / audit. Site WEB. Rapport statistique du serveur WEB (clics, pages visitées, etc.).</p>	<p>La Plate-forme de Communications du MAPE dessert aussi le MEPSP et le MINIDER. L'expertise nécessaire est disponible.</p>
----	--	---	---	--

7.2 Activités M&E

Se trouvant encore à l'étape préparatoire, aucune activité de suivi – évaluation n'a été entreprise en 2011.

7.3 Rapport “Budget versus actuels (y – m)”

7.4 Bénéficiaires

Le fait d'avoir participé activement à la formulation du projet, le ministère de l'EPSP avait déjà manifesté de l'intérêt pour ce projet. En outre, ses attentes étaient bien rencontrées : d'où la signature de la convention spécifique.

Les bénéficiaires de ce projet se situent en différents niveaux hiérarchiques. Au stade actuel du projet, il y a lieu de signaler qu'au niveau du Ministère Central, les Autorités ont favorablement réagi aux différentes préoccupations du projet (agrément des candidatures du personnel CTB qui leur ont été proposées et mise à disposition du personnel essentiel pour le démarrage du projet, affectation des locaux nécessaires pour abriter le projet).

7.5 Planification opérationnelle Q1-2012

PLANIFICATION OPERATIONNELLE Q1 -2012								
CODE	ACTIVITES			MONTANT ALLOUE	MONTANT 2012	Q1		
						Janvier	Février	Mars
A UCAG est mise en place et opérationnelle				1 138 554,00				
A 01	Affectation progressive des ressources humaines			2 758 866,00	726 804,00			
A	1	1	Assistance technique	2 028 000,00	528 000,00			
A	1	2	Coresponsable congolais (primes)	61 344,00	15 336,00			
A	1	3	Staff national contrat CTB	261 000,00	69 600,00			
A	1	4	Staff national contrat partenaire (primes)	408 522,00	113 868,00			
A. 02 Frais de fonctionnement				205 000,00	51 250,00			
A	2	1	Frais de fonctionnement	205 000,00	51 250,00			
A 03 Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG				74 500,00	74 500,00			
A	3	1	Réhabilitation de bureaux	74 500,00	74 500,00			
A 04 Acquisition du matériel de l'UCAG				151 000,00	151 000,00			
A	4	1	Acquisition 4 véhicules	120 000,00	120 000,00			
A	4	2	Acquisition imprimantes, matériels de reprographie, mobiliers et internet	31 000,00	7 000,00			

A 05 Renforcement des compétences des membres de l'UCAG				200 000,00	75 000,00			
A	5	1	Formations initiales et continues	200 000,00	75 000,00			
A 06 Accompagnement de la mise en place et du bon fonctionnement de l'UCAG- élaboration des manuels de procédure				100 000,00	55 000,00			
A	6	1	Manuel de procédures	30 000,00	30 000,00			
A	6	2	Accompagnement du processus de changement	70 000,00	25 000,00			
A7 Promotion des thèmes transversaux				20 000,00	5 000,00			
A	7	1	Appui à la promotion des thèmes transversaux	20 000,00	5 000,00			
B Appui à l'exécution des projets				415 000,00	100 000,00			
B 01 Les capacités des équipes de projets sont renforcées				415 000,00	100 000,00			
B	1	1	Renforcement des compétences des équipes de projets	150 000,00	37 500,00			
B	1	2	Appui à la gestion des projets sectoriels	250 000,00	62 500,00			
B	1	3	Appui à la gestion des projets hors secteur	-	-			
B	1	4	Appui à la promotion des thèmes transversaux	15 000,00	-			
			Baseline					

C. 01 Les capacités du ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines									
CODE			SERVICES	ACTIVITES	MONTANT ALLOUE	Q1	2012		
							Janvier	Février	Mars
C	1	1	DEP	Analyse et renforcement de la structure	4275,78	1679,77			
C	1	1	DSG	Analyse et renforcement de la structure	4275,78	1679,77			
C	1	1	SG	Analyse et renforcement de la structure	4275,78	1679,77			
C	1	6		Appui à la coordination des interventions du secteur	30540	458,12			

C.02 Les capacités des structures déconcentrées du ministère sont renforcées dans différents domaines....					2012				
					Q1				
CODE			SERVICES	ACTIVITES	MONTANT ALLOUE	2012	Janvier	Février	Mars
C	2	1	Province éducationnelle du Katanga I	1. Analyse et renforcement de la structure	7330	7330			
C	2	1	Province éducationnelle du Katanga IV	1. Analyse et renforcement de la structure	7329,91	7329,91			
C	2	1	Province éducationnelle du Kasai-oriental I	1. Analyse et renforcement de la structure	7329,91	7329,91			
C	2	1	Province éducationnelle de la province orientale I	1. Analyse et renforcement de la structure	7329,91	7329,91			
C	2	1	Province éducationnelle de l'Equateur II	1. Analyse et renforcement de la structure	7329,91	7329,91			
C	2	1	Province éducationnelle de l'Equateur IV	1. Analyse et renforcement de la structure	7329,91	7329,91			

C.03 Les capacités des ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines ...						Q1			
CODE			SERVICES	ACTIVITES	MONTANT ALLOUE	2012	Janvier	Février	Mars
C	3	1	Katanga	1. Analyse et renforcement de la structure	10994,87	10994,87			
C	3	1	Kasaï-oriental	1. Analyse et renforcement de la structure	10994,87	10994,87			
C	3	1	Province orientale	1. Analyse et renforcement de la structure	10994,87	10994,87			
C	3	1	Province de l'Equateur	1. Analyse et renforcement de la structure	10994,87	10994,87			

C.04 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés					Q1				
CODE			SERVICES	ACTIVITES	MONTANT ALLOUE	MONTANT 2012	Janvier	Février	Mars
C	4	1	Plate-forme de la communication	Renforcement des capacités matérielles de la plate-forme	2198,97	2198,97			
C	4	2		Renforcement des capacités technologiques de la plate-forme	7329,91	3600,00			
C	4	3		Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de communication	3664,96	900,00			
C	4	4		Appui à la promotion des thèmes transversaux	7329,91	3600,00			
C	4	5		Communication pour le développement	12693,21	3150,00			

Z. MOYENS GENERAUX				MONTANT 2012	Q1		
CODE	Z 1 Audit et suivi-évaluation			MONTANT	Janvier	Février	Mars

			ALLOUE			
Z	4	4	Baseline, atelier de démarrage	10000,00	10000,00	

: